



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante-cinquième session

Rome, 15-16 septembre 2025

Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA entre 2027 et 2029 et date de la visite en Inde

Cote du document: EB 2025/145/R.9

Point de l'ordre du jour: 3) c) ii)

Date: 18 août 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la version révisée du plan à horizon mobile des visites de pays du Conseil d'administration pour la période 2027-2029 et à prendre note de la date de la visite en Inde.

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA

Bureau de la Secrétaire

courriel: c.tenhave@ifad.org

Donal Brown

Vice-Président adjoint

Département des opérations de pays

courriel: d.brown@ifad.org

Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA entre 2027 et 2029 et date de la visite en Inde

1. Le Bureau de la Secrétaire gère, avec l'aide du Département des opérations de pays, le programme des visites de terrain du Conseil d'administration, conformément à la recommandation formulée à l'issue de l'examen par les pairs du Bureau de l'évaluation du FIDA et de la fonction d'évaluation au FIDA¹, qui a été entériné par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-dix-neuvième session.
2. En décembre 2012, le Conseil d'administration a approuvé la disposition actuelle concernant les visites de pays, tendant à lui réserver le choix de la destination d'une année sur l'autre. Dans le cadre de ces procédures, les membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Comité de l'évaluation peuvent eux aussi participer aux visites de pays. Neuf membres prennent part aux visites: quatre de la Liste A, deux de la Liste B et trois de la Liste C. Les participants sont sélectionnés par leurs listes respectives, et les visites sont entièrement financées par le FIDA. Le Conseil a par ailleurs disposé qu'un maximum de trois autres membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Comité de l'évaluation peuvent prendre part aux visites, à leurs frais. Ces règles relatives aux visites de pays annuelles sont systématiquement appliquées depuis 2014.
3. Le choix des pays repose sur les critères suivants: i) un programme de pays (comprenant idéalement une combinaison d'activités de prêt et d'activités hors prêts) est en cours d'exécution; ii) une évaluation au niveau du pays a été menée ou bien un rapport d'achèvement du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats a été établi au cours des deux années précédentes; iii) au moins deux des trois visites de pays effectuées pendant une période de reconstitution des ressources donnée doivent avoir été faites dans un État classé parmi les pays les moins avancés (PMA) ou dans un pays en situation de fragilité; iv) les pays doivent être sélectionnés de manière à assurer une rotation équilibrée entre les régions.
4. Les visites de pays offrent aux membres du Conseil d'administration l'occasion de:
 - i) constater l'impact du FIDA sur le terrain en s'entretenant avec les participants aux programmes et les responsables gouvernementaux;
 - ii) engager le dialogue au niveau des États et au niveau local sur le rôle du FIDA;
 - iii) apporter leur éclairage sur les politiques publiques de promotion du développement rural;
 - iv) approfondir leur compréhension des enseignements et des recommandations tirés des évaluations des stratégies et programmes de pays;
 - v) mieux comprendre le contexte du pays;
 - vi) fournir des indications au Conseil d'administration;
 - vii) établir des relations et renforcer les liens avec les autres membres du Conseil, à l'instar de la réunion informelle annuelle du Conseil d'administration, qui se tient généralement au moment de la session d'avril ou de mai.

¹ [EB 2010/99/R.6.](#)

5. À la lumière des éléments qui précèdent et en consultation avec le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, le programme actualisé des visites de pays pour 2027-2029 se présente comme suit:

<i>Année</i>	<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Évaluation récente</i>	<i>Situation de fragilité ou PMA</i>
2027	Afrique de l'Ouest et du Centre	République démocratique du Congo	Évaluation de la stratégie et du programme de pays en 2025	Oui
2028	Afrique orientale et australe	Mozambique	Évaluation de la stratégie et du programme de pays en 2026	Oui
2029	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Ouzbékistan	Évaluation de la stratégie et du programme de pays en 2023	Non

6. Le Conseil d'administration a approuvé la visite en République démocratique du Congo à sa cent trente-neuvième session, ainsi que la visite au Mozambique à sa cent quarante-deuxième session. Dans la présente version actualisée du plan à horizon mobile, l'Ouzbékistan est désigné comme pays de destination pour 2029.
7. L'Ouzbékistan, pays d'Asie centrale doublement enclavé, compte 37,9 millions d'habitants et connaît une croissance économique soutenue. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international prévoient respectivement des taux de croissance de 5,8% et 5,7% pour 2025, sous l'effet d'une politique budgétaire expansionniste, de la modernisation des infrastructures, des flux d'investissements et d'un niveau élevé de consommation privée. L'agriculture demeure un secteur clé: il contribuait à hauteur de 23% au PIB en 2023 et employait 26% de la population active en 2022. Le Gouvernement ouzbek met l'accent sur le rôle stratégique de l'agriculture dans son COSOP pour 2023-2027, le FIDA jouant un rôle clé dans la promotion de la prospérité rurale.
8. Les changements climatiques sont à l'origine de nombreux problèmes, en particulier en raison de l'assèchement de la mer d'Aral. L'Ouzbékistan fait partie des pays affichant la plus faible productivité hydrique au monde, l'agriculture consommant 90% des ressources en eau. Dans ce contexte, le pays a adopté un programme vert, axé notamment sur la réforme des mesures de lutte contre la pollution et la mise en place d'une taxonomie verte au niveau national.
9. La stratégie de développement de l'Ouzbékistan (2022-2026) prévoit d'ambitieuses réformes visant à réduire le rôle de l'État dans l'économie, à stimuler la croissance du secteur privé, à doubler les revenus des agriculteurs, à diviser par deux la pauvreté et à permettre au pays d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2030. Les réformes institutionnelles engagées dans le cadre de l'initiative de renouvellement de l'Ouzbékistan ont permis de rationaliser la gouvernance, grâce à une réduction du nombre de ministères, qui est passé de 25 à 21, et à la fusion d'organes économiques clés. Ces changements, qui ont certes conduit à une autorité plus centralisée, ont entraîné des retards dans les investissements prévus dans le cadre du cycle de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA.
10. Depuis 2010, le FIDA a apporté son appui au développement rural, dans le cadre de trois projets d'investissement d'un montant total de 480,36 millions d'USD, bénéficiant à près de 99 millions de personnes. En septembre 2024, le FIDA a approuvé la seconde phase du Projet de développement des filières laitières, régi par un accord signé d'un montant de 37,7 millions d'USD. L'exécution du projet devrait démarrer à la fin 2025, le recrutement des membres de l'unité de gestion de projet étant en cours.

11. En outre, le Fonds pour l'adaptation a approuvé le projet intitulé « Systèmes alimentaires résilients grâce aux services climatiques pour l'agriculture en Ouzbékistan » en avril 2025. Une fois les accords concernés conclus, une nouvelle unité de gestion de projet sera créée sous l'égide du Ministère de l'écologie, de la protection de l'environnement et des changements climatiques à Tachkent afin de lancer l'exécution.
12. L'Ouzbékistan a également sollicité un nouvel investissement dans le cadre de FIDA¹³. Une équipe spéciale composée de représentants des ministères et d'experts du Programme des Nations Unies pour le développement a été constituée afin d'aligner les priorités et de préparer la phase de conception de projet, une mission d'appui à l'élaboration de la note conceptuelle de projet étant prévue en septembre 2025.
13. Enfin, l'initiative sur la Plateforme pour les envois de fonds, les investissements et l'entrepreneuriat des migrants en Asie centrale, lancée en mai 2024 et cofinancée par le FIDA et la Commission européenne, vise à accroître les envois de fonds numériques et à améliorer l'inclusion financière des migrants revenus vivre en zones rurales. Une mission de suivi menée en juin 2025 a permis de renforcer la collaboration régionale avec les parties prenantes sur le marché des envois de fonds en Ouzbékistan.
14. Pour la visite en Inde, approuvée par le Conseil d'administration à sa cent trente-sixième session, la période allant du 2 au 6 novembre 2026 a été proposée après examen du calendrier commun des réunions des représentants permanents².
15. Le Conseil d'administration est donc invité à approuver la version actualisée du plan à horizon mobile pour la période 2027-2029 et à prendre note de la date pour la visite en Inde.

² Tenu à jour par le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial.

Résumé des visites des membres du Comité de l'évaluation et du Conseil d'administration

<i>Année</i>	<i>Pays</i>	<i>Région</i>
2005	Indonésie	Asie et Pacifique
2006	Mexique	Amérique latine et Caraïbes
2007	Mali	Afrique de l'Ouest et du Centre
2008	Philippines	Asie et Pacifique
2009	Inde	Asie et Pacifique
2010	Mozambique	Afrique orientale et australe
2011	Brésil	Amérique latine et Caraïbes
2012	Ghana	Afrique de l'Ouest et du Centre
2013	Viet Nam	Asie et Pacifique
2014	République-Unie de Tanzanie	Afrique orientale et australe
2015	Maroc	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
2016	Brésil	Amérique latine et Caraïbes
2017	Bangladesh	Asie et Pacifique
2018	Éthiopie	Afrique orientale et australe
2019	Cameroun	Afrique de l'Ouest et du Centre
2020	Visite annulée	
2021	Égypte	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
2022	Sierra Leone	Afrique de l'Ouest et du Centre
2023	Ouganda	Afrique orientale et australe
2024	Tunisie	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
2025	Pérou	Amérique latine et Caraïbes
2026	Inde	Asie et Pacifique
2027	République démocratique du Congo	Afrique de l'Ouest et du Centre
2028	Mozambique	Afrique orientale et australe
2029	Ouzbékistan	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe